



Préavis Municipal au Conseil communal No 1263/2019

Arrêté d'imposition pour les années 2020 à 2021



- TABLE DES MATIERES -

| | |
|---|----------------|
| 1. Préambule | 3 |
| 2. Examen des éléments permettant de fixer la durée et le taux d'imposition | 4 - 16 |
| 2.1. <i>Introduction</i> | 4 |
| 2.2. <i>Analyse de la situation actuelle et passée</i> | 5 |
| 2.3. <i>Projections</i> | 7 |
| 2.4. <i>Encaissement des impôts communaux de 2010 à 2018</i> | 13 |
| 2.5. <i>Comparaison entre les communes vaudoises</i> | 15 |
| 2.6. <i>Transfert de l'ensemble des charges de l'AVASAD des communes au Canton dès 2020</i> | 16 |
| 3. Renouvellement de l'arrêté d'imposition | 17 - 19 |
| 3.1. <i>Préambule</i> | 17 |
| 3.2. <i>Bases légales</i> | 17 |
| 3.3. <i>Durée et taux</i> | 17 |
| 3.4. <i>Renouvellement des conditions de l'arrêté et commentaires</i> | 17 |
| 3.5. <i>Taux de perception des autres impôts</i> | 17 |
| 3.6. <i>Formule officielle de l'arrêté d'imposition</i> | 18 |
| 4. Conclusions | 20 |

1. PREAMBULE

Au Conseil Communal de Lutry

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'arrêté d'imposition adopté le 29 octobre 2018 pour l'année 2019 arrivera à échéance le 31 décembre 2019.

Aussi et conformément à la loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956 et à l'article 22 chiffre 4 du règlement du Conseil communal du 6 juin 2016, nous avons l'avantage de vous présenter un projet de renouvellement de l'arrêté d'imposition qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2020.

Le présent préavis municipal comprend deux parties :

- La première a trait à l'examen par la Municipalité des éléments reposant sur la situation financière actuelle, sur les nouvelles charges à venir et sur le plan prévisionnel des investissements de la Bourse communale pour les années 2020 à 2021.
- La seconde concerne le projet de renouvellement de l'arrêté d'imposition proprement dit pour les années 2020 à 2021.

2. EXAMEN DES ELEMENTS PERMETTANT DE FIXER LA DUREE ET LE TAUX D'IMPOSITION

2.1 Introduction

La Municipalité propose au Conseil communal de prolonger de deux ans, dès le 1^{er} janvier 2020, le taux d'imposition communal actuel de 55.5 points, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2016.

Cette proposition tient compte essentiellement :

- Des liquidités à disposition de la commune de plus de 15 millions à l'horizon 2020
- Des réserves libres de plus de 26 millions dont 15 millions pour le financement des investissements futurs et 5 millions pour la péréquation constituées grâce aux exercices bénéficiaires
- Du montant des emprunts (dette brute) très faible
- Des incertitudes importantes liées au calendrier des deux gros chantiers prévus ces prochaines années (réaménagement de la route de Lavaux et nouveau collège)
- Des incertitudes actuelles liées aux incidences financières que pourrait avoir la réforme de la péréquation prévue dès 2022 (bascule ? reprise de charges par l'Etat, répartition différente... ?)
- Des recettes supplémentaires effectives liées au « transfert » du bénéfice des Services industriels en faveur de la bourse communale de l'ordre de Fr. 800'000.- à 1 million.
- De la reprise par le canton dès 2020 de l'entier des charges relatives à l'aide et aux soins à domicile (AVASAD) financée auparavant en partie par les communes entraînant une baisse des charges pérennes de 1 million pour Lutry dès 2020

Au vu des investissements importants à réaliser ces prochaines années qui induiront de nouvelles charges financières pérennes et compte tenu des projections déficitaires à partir de l'exercice 2019, il semblerait légitime d'augmenter le taux d'imposition communal.

Toutefois, la Municipalité estime qu'il est encore prématuré de prendre cette décision et propose de maintenir le taux d'imposition actuel. Elle se base sur le fait que les liquidités et les réserves à disposition permettront de couvrir d'éventuelles pertes ces deux prochaines années.

Il sera cependant indispensable de tirer un bilan dans deux ans, lors de la rédaction du prochain préavis, qui tiendra compte des résultats effectifs 2019 et 2020, des réserves et liquidités, de l'évolution de la dette et de la réalisation ou non des projets communaux d'investissements importants prévus ces prochaines années.

C'est pourquoi, la Municipalité demande au Conseil communal d'accepter le nouvel arrêté pour une durée de deux ans, estimant que l'état actuel des finances communales permettra de faire face durant cette période aux obligations financières avec un taux d'imposition de 55.5 points.

2.2 Analyse de la situation actuelle et passée

Situation financière

La fortune nette de la commune (*disponible + réalisable à court terme (-) emprunts et exigible à court terme*) s'élevait à **un peu plus de 21 millions** au 31 décembre 2018 (contre 20 millions au 31.12.17) représentant une fortune nette par habitant de Fr. 2'080.-. A fin 2019, cette fortune devrait diminuer sensiblement compte tenu d'une insuffisance d'autofinancement budgétisée à - 5 millions en 2019. Cependant, compte tenu de l'évaluation des rentrées fiscales au 30.06.2019 plus importantes que prévu et d'un complément péréquatif 2018 inférieur de Fr. 600'000.- aux projections, **l'insuffisance d'autofinancement** devrait être moins importante que prévue pour se situer aux alentours **des 3 millions**.

Ceci signifie qu'au 1^{er} janvier 2020, la commune disposerait d'environ **18 millions** pour financer ses prochains investissements et son éventuelle insuffisance d'autofinancement avant de devoir s'endetter, d'où une situation toujours particulièrement saine. Par ailleurs, si l'on fait abstraction d'un emprunt à court terme de 9 millions qui devrait être remboursé d'ici la fin de l'année et d'un emprunt à long terme de 5 millions, la trésorerie courante à disposition au 01.01.2020 devrait être supérieure à **15 millions**.

Les réserves à disposition

| | mios |
|---|-------------|
| Réserves affectées | 11.5 |
| Fonds de rénovation des bâtiments | 0.8 |
| Réserves libres allouées | 26.3 |
| - au financement des investissements futurs | 14.9 |
| - au financement des investissements en cours | 1.1 |
| - au financement d'un futur parking | 2.0 |
| - au fonds d'égalisation de la péréquation | 5.0 |
| - à la provision pour pertes s/débiteurs | 1.6 |
| - à l'assainissement de la caisse de pensions | 1.0 |
| - à d'autres fonds divers | 0.7 |
| Réserves globales de la Commune de Lutry | 38.6 |

Les réserves globales de la commune s'élevaient à plus de 38 millions dont 11.5 millions concernent des réserves affectées.

Par conséquent, la Commune dispose comme lors de l'examen de l'arrêté d'imposition 2019, d'un fonds de réserves « libres » de plus de **26.5 millions**, dont près de **15 millions** sont destinés au financement et à l'amortissement des investissements futurs à réaliser.

L'écart entre les réserves globales de 38 millions et la fortune nette de plus 21 millions correspond aux investissements nets à amortir de plus de 16 millions dont les emprunts ont été remboursés (amortissement financier) avant l'amortissement comptable.

L'évolution entre les budgets/comptes de 2010 à 2018

Le tableau de la page suivante fait ressortir un écart positif de plus de **50 millions** de marge brute d'autofinancement (cash-flow) entre les budgets/comptes 2010 à 2018 (47 millions entre 2010 et 2017).

Cet écart important entre le budget et les comptes s'explique par plusieurs paramètres dont les principaux sont les suivants :

- Ecart relatif aux recettes fiscales structurelles supérieures de **21.7 mios**
- Ecart relatif aux recettes fiscales conjoncturelles supérieures de **9 mios**
- Ecart relatif aux autres recettes supérieures de **4.2 mios**
- Ecart relatif aux charges communales inférieures de **13.3 mios**
- Ecart relatif aux charges cantonales et intercommunales, y compris charges péréquatives inférieures de **1.7 mios**

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, sur la durée, les charges cantonales sont relativement fidèles aux charges budgétisées. C'est au niveau des recettes fiscales que la différence entre les budgets et les comptes est la plus importante, notamment pour 2010 et 2013.

Quant aux charges communales dites maîtrisables, elles marquent un écart important de plus de 12 millions sur 8 ans et pourraient dans leur ensemble être mieux maîtrisées ou estimées.

2.2 Evolution entre les budgets/comptes 2010 à 2018

| N°MCH | Designation | 2010 | | 2011 | | 2012 | | 2013 | | 2014 | |
|-------|-------------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes |
| 4 | + | Total des recettes impôts structurels (rev.+fort./ben+cap) | 35'405'000 | 44'478'000 | 32'939'000 | 34'611'000 | 36'575'000 | 39'369'000 | 36'470'000 | 46'200'000 | 40'395'000 |
| 4 | + | Total des recettes impôts conjoncturels (succession, mutation, gains) | 5'650'000 | 12'807'000 | 6'100'000 | 5'807'000 | 6'350'000 | 8'078'000 | 6'705'000 | 6'615'000 | 6'705'000 |
| 4 | + | Total des autres produits de fonctionnement (40+41+42+43+44+46) | 9'747'000 | 10'137'000 | 9'476'000 | 10'560'000 | 9'993'000 | 9'870'000 | 9'562'000 | 9'785'000 | 11'368'000 |
| 3 | - | Total des charges maîtrisables (30+31+36) | 21'065'000 | 20'475'000 | 19'323'000 | 17'770'000 | 20'560'000 | 18'781'000 | 20'791'000 | 19'561'000 | 22'358'000 |
| 3 | - | Total des intérêts passifs (32) | 599'000 | 666'000 | 543'000 | 587'000 | 378'000 | 339'000 | 304'000 | 217'000 | 205'000 |
| A | = | Solde de fonctionnement (avant charges cant. + Intercom.) | 29'148'000 | 46'281'000 | 28'649'000 | 32'621'000 | 31'980'000 | 38'197'000 | 31'642'000 | 42'822'000 | 35'905'000 |
| 4 | + | Total des produits cantonaux et intercommunaux (45) | 2'739'000 | 2'567'000 | 5'521'000 | 4'946'000 | 5'668'000 | 6'050'000 | 5'890'000 | 6'133'000 | 5'493'000 |
| 3 | - | Total des charges cantonales + intercommunales (35) | 32'157'000 | 32'824'000 | 35'323'000 | 39'160'000 | 38'820'000 | 35'580'000 | 36'817'000 | 34'598'000 | 40'286'000 |
| A-B | = | Cash Flow = marge brute d'autofinancement | -270'000 | 16'054'000 | -1'533'000 | -1'593'000 | -1'172'000 | 8'667'000 | 715'000 | 14'357'000 | 1'493'000 |
| | | taux impôts/ écart budget/comptes | 63.0% | 16'324'000 | 54.0% | -440'000 | 56.0% | 9'839'000 | 56.0% | 13'642'000 | 56.0% |
| | | part des charges péréquatives/ recettes fiscales structurelle | 59% | 26'044'000 | 79% | 27'347'000 | 54% | 21'345'000 | 69% | 20'643'000 | 0% |
| | | Coût net péréquatif | | | | | | | | | 31'874'000 |

| N°MCH | Designation | 2015 | | 2016 | | 2017 | | 2018 | | CUMUL | |
|-------|-------------|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| | | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes | Budget | Comptes |
| 4 | + | Total des recettes impôts structurels (rev.+fort./ben+cap) | 43'360'000 | 39'473'000 | 43'258'000 | 40'378'000 | 42'600'000 | 43'803'000 | 43'055'000 | 44'017'000 | 35'405'700 |
| 4 | + | Total des recettes impôts conjoncturels (succession, mutation, gains) | 6'900'000 | 7'524'000 | 6'400'000 | 6'558'000 | 6'400'000 | 6'281'000 | 6'500'000 | 7'495'000 | 57'710'000 |
| 4 | + | Total des autres produits de fonctionnement (40+41+42+43+44+46) | 11'745'000 | 13'122'000 | 11'842'000 | 12'152'000 | 12'100'000 | 12'158'000 | 12'401'000 | 13'574'000 | 98'234'000 |
| 3 | - | Total des charges maîtrisables (30+31+36) | 23'244'000 | 21'414'000 | 24'168'000 | 22'480'000 | 24'472'000 | 22'402'000 | 25'348'000 | 24'151'000 | 201'319'000 |
| 3 | - | Total des intérêts passifs (32) | 1'600'000 | 74'000 | 1'170'000 | 53'000 | 79'000 | 56'000 | 79'000 | 45'000 | 2'420'000 |
| A | = | Solde de fonctionnement (avant charges cant. + Intercom.) | 38'645'000 | 38'631'000 | 37'215'000 | 36'555'000 | 36'549'000 | 39'784'000 | 36'529'000 | 40'890'000 | 306'262'000 |
| 4 | + | Total des produits cantonaux et intercommunaux (45) | 5'757'000 | 6'285'000 | 6'409'000 | 7'629'000 | 6'770'000 | 8'139'000 | 7'087'000 | 7'281'000 | 51'715'000 |
| 3 | - | Total des charges cantonales + intercommunales (35) | 42'295'000 | 43'992'000 | 41'579'000 | 35'744'000 | 41'548'000 | 41'563'000 | 43'669'000 | 44'857'000 | 352'494'000 |
| B | = | Coût net des charges et produits cantonaux+ intercommunaux | -36'538'000 | -37'307'000 | -35'170'000 | -28'115'000 | -34'778'000 | -33'424'000 | -36'582'000 | -37'576'000 | -300'779'000 |
| A-B | = | Cash Flow = marge brute d'autofinancement | 2'107'000 | 1'324'000 | 2'045'000 | 8'440'000 | 1'771'000 | 6'360'000 | -53'000 | 3'314'000 | 5'483'000 |
| | | taux impôts/ écart budget/comptes | 56.0% | -783'000 | 55.5% | 6'395'000 | 55.5% | 4'589'000 | 55.5% | 3'367'000 | 50'370'000 |
| | | part des charges péréquatives/ recettes fiscales structurelle | 75% | 29'409'000 | 50% | 20'298'000 | 59% | 25'721'000 | 66% | 29'014'000 | 61% |
| | | Coût net péréquatif | | | | | | | | | 231'695'000 |

2.3 Projections

2.3.1 Conséquences de l'introduction de la RIE III cantonale au 1^{er} janvier 2019 et de l'entrée en vigueur de la RFFA au 1^{er} janvier 2020

Contexte

Le volet vaudois de la 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises (RIEIII) est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2019. La taxation des bénéfices des sociétés de capitaux diminue à près de 14% contre 21% auparavant (impôt cantonal et communal).

La RIEIII cantonale s'accompagne également de mesures sociales, telles que la hausse des allocations familiales, d'un prélèvement pour l'augmentation des capacités d'accueil des crèches et garderies et des compensations sociales à la charge des employeurs.

D'autre part, au niveau fédéral, la RFFA (réforme fiscale et de financement de l'AVS) prévoit de relever de 17% à 21.2% la part des cantons au produit de l'impôt fédéral direct, ce qui devrait permettre au Canton d'en reverser une part aux communes.

En 2019, le Canton de Vaud ayant décidé d'introduire la RIEIII cantonale sans tenir compte des effets de la réforme fédérale avait décidé de reverser l'équivalent de 50 millions aux communes permettant de limiter un peu les effets des pertes fiscales des entreprises.

Outre l'aspect fiscal des entreprises, des mesures de soutien à l'AVS de l'ordre de 2 milliards par année, dont 800 millions devraient être versés par la Confédération. Les 1.2 milliard restant seront financés par les entreprises et les assurés. La part de l'AVS sera augmentée de 0.3% par moitié employeur/employé.

Impact au niveau des communes

La perte fiscale liée à l'introduction de la RIEIII cantonale est estimée selon les derniers chiffres reposant sur les recettes 2017 à 146 millions pour les communes (base acompte péréquatif 2019).

Pour 2019, compte tenu du décalage entre la mise en route de la RIE III cantonale en 2019 et la RIE III fédérale RFFA en 2020, le Canton de Vaud, après négociations avec les instances fatières des communes, avait décidé de verser aux communes un montant de 50 millions.

Ce montant avait pour objectif notamment de compenser la manne fédérale (32 millions) non perçue suite à ce décalage d'une année entre l'introduction des deux révisions fiscales.

Pour 2020, les chiffres à ce jour ne sont pas encore connus, mais si l'on se base sur 2018, la perte fiscale devrait être de l'ordre de 150 millions, dont environ 32 à 35 millions devraient être financés par la compensation cantonale sur le produit de l'IDF complémentaire reçu de la Confédération. Soit un montant net de 115 à 120 millions de pertes fiscales à charge des communes, contre 96 millions en 2019.

Ces pertes fiscales influenceront non seulement les recettes de l'ensemble des communes vaudoises, mais également la répartition des charges péréquatives entre ces dernières qui repose essentiellement sur leur capacité financière.

Impact pour Lutry

L'introduction de ces réformes fiscales conjuguée avec la révision du système péréquatif entré progressivement en vigueur depuis 2017 dont le plein effet est appliqué depuis 2019, aura en 2020 des conséquences financières importantes pour Lutry par rapport aux chiffres 2018 à savoir :

- Diminution des recettes fiscales des entreprises de **1.2 mio**
- Augmentation de la part péréquative de **5 mios**

Soit un manque à gagner et des charges supplémentaires de l'ordre de **6.2 millions** représentant l'équivalent de **7.75 pfs** d'impôt.

2.3.2 L'impact de la péréquation en regard des recettes fiscales et le solde à disposition du ménage communal

Le tableau ci-dessous fait ressortir la part péréquative payée par Lutry en proportion de ses recettes fiscales, démontrant ainsi qu'à partir de 2017, la part de charge péréquative est devenue supérieure à 50% des recettes fiscales et elle devrait avoisiner les 65% à partir de 2020.

| Années | Recettes fiscales en mios | Charges péréquatives en mios | en % | Solde à disposition du ménage communal en mios | en % |
|--------|---------------------------|------------------------------|-------|--|-------|
| 2015 | 49.17 | 23.50 | 47.8% | 25.67 | 52.2% |
| 2016 | 49.10 | 23.75 | 48.3% | 25.35 | 51.7% |
| 2017 | 52.20 | 28.00 | 53.6% | 24.20 | 46.4% |
| 2018 | 54.00 | 29.70 | 55 % | 24.30 | 45% |
| 2019* | 53.60 | 34.50 | 64.3% | 19.10 | 35.7% |
| 2020* | 53.90 | 34.70 | 64.4% | 19.2 | 35.6% |

*estimation dès 2019

Ce tableau comparatif démontre que la part péréquative fluctue de manière proportionnelle aux recettes fiscales. Toutefois, dès 2017, mais surtout à partir de 2019 suite à l'introduction de la RIE III cantonale, cette part augmentera de manière exponentielle pour représenter en 2020 près de 65% des recettes fiscales.

En d'autres termes, pour Fr. 100.- d'impôt encaissé, la Commune devra **en ristourner près de Fr. 65.-** à la péréquation financière cantonale et intercommunale. Cette charge péréquative représente l'équivalent de **43 pts** d'impôt sur un taux d'impôt actuel de 55.5 pts, soit un solde de **12.5** points d'impôt pour financer les charges communales, ce qui deviendra à terme nettement insuffisant.

C'est dire l'influence que ces charges représentent sur le ménage communal et bien que la Commune de Lutry ait la chance de compter sur une excellente capacité contributive, elle doit faire face à des charges péréquatives de plus en plus importantes, sur lesquelles elle n'a aucune maîtrise.

2.3.3 Les investissements importants à réaliser pour le développement futur de la Commune

Principaux investissements à venir qui devraient être réalisés à partir de 2020 voire 2021 selon le plan prévisionnel des investissements actualisé et sous réserve des crédits accordés par le Conseil communal

- La transformation et l'agrandissement du bâtiment de la Balance à Savuit pour un montant de l'ordre de 4.4 millions.
- L'extension du dépôt actuel de la voirie pour un montant estimé à 2 millions.
- La requalification de la RC 780, notamment le réaménagement de l'entrée Ouest de la commune (carrefour du Gd-Pont) en vue d'accueillir une ligne de bus à haut niveau de service (BHNS). Ces travaux importants estimés à plus 30 millions pour Lutry devraient s'étaler sur plusieurs années et débuter en 2021 sous réserve de l'avancement du projet commun à plusieurs communes. Ils seront amortis sur une période de 30 ans.
- La création d'un nouveau collège secondaire sur le territoire communal. La réalisation de ce nouveau collège estimée à environ 30 millions devrait s'étaler sur plusieurs années entre 2021 et 2023. Ils seront également amortis sur une période de 30 ans.
- La création d'un parking souterrain aux abords du Bourg pour un montant de l'ordre de 13 millions

Si ces **dépenses d'investissements prévues entre 2019 et 2021** pour une somme **de l'ordre de 40 millions** se réalisent, elles devraient être financées en grande partie par des emprunts extérieurs qui engendreront des charges financières pérennes. Si l'entier de ces investissements est réalisé d'ici 2025 pour un montant global estimé à 90 millions, les charges financières (amortissements et intérêts) s'élèveraient à terme (dès 2024/2025) à environ 3.2 millions/an représentant à elles seules l'équivalent de 4 points d'impôts supplémentaires nécessaires pour couvrir ces charges.

COMMUNE DE LUTRY - RECAPITULATION

2.3.3 Plan prévisionnel des investissements 2019-2021 - actualisé au 31.08.19

| RECAPITULATION | 2019 projection | 2020 prévision | 2021 prévision | TOTAL 2018 - 2021 |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Bâtiments | 450'000 | 1'235'000 | 1'193'000 | 13'615'000 |
| Aménagement du territoire | 50'000 | 55'000 | 55'000 | 160'000 |
| Routes - Circulation | 185'000 | 1'920'000 | 715'000 | 2'820'000 |
| Sports et Loisirs | 650'000 | 0 | 400'000 | 1'050'000 |
| Déchets | 0 | 90'000 | 0 | 90'000 |
| Assainissements | 750'000 | 1'000'000 | 740'000 | 2'490'000 |
| Lac - ruisseaux | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Equipements communaux | 0 | 2'220'000 | 1'000'000 | 3'220'000 |
| Forêts | 0 | 0 | 300'000 | 300'000 |
| Achats de terrains | 2'000'000 | 3'000'000 | 1'000'000 | 6'000'000 |
| Informatique | 50'000 | 26'000 | 0 | 76'000 |
| Affaires culturelles | 0 | 0 | 200'000 | 200'000 |
| Prêt et participation diverses | 50'000 | 50'000 | 50'000 | 150'000 |
| Mobilité | 220'000 | 0 | 10'000'000 | 10'220'000 |
| Total Commune de Lutry sans SI | <u>4'405'000</u> | <u>9'596'000</u> | <u>26'390'000</u> | <u>40'391'000</u> |

2.3.4 Projections 2019 et estimations 2020

Projections 2019

Il ressort de la situation comptable pour les six premiers mois de l'année 2019 que les charges de fonctionnement communales demeurent dans l'ensemble bien maîtrisées et devraient permettre de réaliser une économie budgétaire estimée à Fr. 800'000.-.

Les recettes fiscales structurelles devraient être supérieures aux projections d'environ 1 million, notamment grâce à l'impôt sur le bénéfice des entreprises qui profite encore du rattrapage au taux plein (avant RIE III) d'impôts sur les années antérieures à 2019.

Quant aux recettes conjoncturelles, elles atteignent déjà plus de 75% du budget après 6 mois, ce qui pourrait augurer également une embellie par rapport aux prévisions estimées entre Fr. 500'000.- et Fr. 800'000.-.

Par ailleurs l'exercice 2019 a bénéficié d'un montant de plus de Fr. 300'000.- relatif à une succession en déshérence.

A ceci s'ajoutera environ 1.2 million de « bénéfice » des SI en faveur de la Bourse communale selon la décision de la Municipalité suite à la proposition de la COFIN.

Les charges de fonctionnement cantonales et intercommunales, et plus particulièrement les charges péréquatives devraient être légèrement supérieures de l'ordre de Fr. 500'000.- à ce qui avait été budgétisé à 33 millions pour les raisons suivantes :

- Complément péréquatif à payer de 1.1 million sur l'encaissement de recettes fiscales supérieures aux prévisions
- Compensé en partie par l'économie réalisée sur le complément péréquatif 2018 payé en 2019, inférieur de Fr. 600'000.- au montant complémentaire de 3.3 millions imputés en 2018.

Par conséquent, il est probable que l'exercice 2019 qui prévoyait une perte structurelle de 7.1 millions boucle avec une perte effective sensiblement moins importante, estimée entre 3.5 et 4 millions, marquant toutefois un tournant pour les finances communales.

Estimations 2020

Hormis les points développés précédemment, à savoir l'importante influence que l'introduction de la RIE III cantonale a eue sur les finances de la Commune dès 2019, la Municipalité devra prendre en compte les spécificités suivantes pour l'élaboration du budget 2020, qui auront une influence non négligeable sur le résultat 2020 à savoir :

- Le transfert au Canton de la part communale de l'AVASAD représentant une économie pour Lutry de 1 million. En contrepartie l'Etat de Vaux va augmenter son coefficient d'impôt de 1.5 pts et recommande aux communes de diminuer leur coefficient communal d'1.5 pts également.
- La reprise par les communes de l'organisation des activités extra scolaires (devoirs surveillés, camps de ski, voyage d'études, cantine...) découlant sur l'engagement probable d'un délégué à la jeunesse.
- Les coûts pérennes découlant de l'amélioration des transports publics Nord/Sud de la Commune.
- Les mandats d'études importants à venir sur les sujets d'actualités tels que mobilité, aménagement du territoire, réaménagement et développement de nouvelles infrastructures diverses...
- L'évolution probable du nombre de collaborateurs actuels pour faire face aux nombreux défis et attentes de la population

Ces différents points seront développés dans le cadre de l'élaboration du préavis relatif au budget 2020 en cours de préparation.

Bien que ce dernier soit en phase d'élaboration lors de la rédaction de ce préavis, il devrait très certainement être dans la lignée du budget 2019, voire légèrement inférieur.

L'exercice 2020 devrait voir ses charges pérennes de fonctionnement du ménage communal augmenter afin de faire face à la bonne marche d'une commune de plus de 10'000 habitants. Mais, grâce à l'économie réalisée sur la reprise des charges de l'AVASAD par le Canton de l'ordre du million, l'augmentation des charges globales devrait plutôt diminuer. De plus, le budget 2020 tiendra compte du « bénéfice » des SI estimé entre 800'000.- et 1 million en faveur de la Commune

Nous pouvons estimer que la marge d'autofinancement devrait à nouveau être négative entre 2.5 à 3 millions et le déficit se situer entre 5 et 5.5 millions.

2.3.5 Evolution de la marge brute d'autofinancement (cash flow)

Le constat demeure le même que lors de la rédaction du préavis, une année plus tôt, mais les pertes projetées sont cependant légèrement inférieures.

Toutefois, la marge d'autofinancement deviendra négative à partir de 2019 ce qui signifie que la Commune se trouvera dans une situation de surendettement. Par conséquent, la Commune devrait non seulement s'endetter pour financer l'entier de ses investissements, mais également pour couvrir une partie de ses charges de fonctionnement.

Cependant, grâce à des exercices précédents largement bénéficiaires et un exercice 2018 meilleur que prévu qui a permis de dégager des liquidités supplémentaires, la Commune dispose encore de liquidités et de réserves confortables dont 5 mois de réserves spécifiques à la péréquation, qui permettront de couvrir en partie les insuffisances de liquidités, sans devoir s'endetter dans un 1^{er} temps. La Commune devra toutefois disposer entre 5 et 6 millions de liquidités pour son fonctionnement courant.

C'est pourquoi, compte tenu de l'importance des investissements prévus à réaliser ces 2 prochaines années pour près 40 millions, et même si ce montant dépend encore de plusieurs paramètres échappant en partie à la Municipalité, il est indispensable que la Commune puisse dégager à moyen terme une marge d'autofinancement suffisante pour financer en partie les investissements ou du moins couvrir les charges de fonctionnement.

En chiffres

2019

| | |
|----------------------------|------------------------|
| Marge d'autofinancement | = - 2'054'000.- |
| Investissements | = - 4'400'000.- |
| Insuffisance de liquidités | = - 6'454'000.- |

2020

| | |
|----------------------------|-------------------------|
| Marge d'autofinancement | = - 3'476'000.- |
| Investissements | = - 9'600'000.- |
| Insuffisance de liquidités | = - 13'076'000.- |

2021

| | |
|----------------------------|-------------------------|
| Marge d'autofinancement | = - 3'600'000.- |
| Investissements | = - 26'000'000.- |
| Insuffisance de liquidités | = - 29'600'000.- |

2.3.6 Evolution de la marge des liquidités et de l'endettement et des réserves

Liquidités

2019

| | |
|---|----------------------|
| Situation au 01.01.2019 | + 20'000'000.- |
| Insuffisance de liquidités 2019 financée trésorerie | - 11'400'000.- |
| Situation au 31.12.2019 | + <u>8'600'000.-</u> |

2020

| | |
|---|----------------------|
| Situation au 01.01.2020 | + 8'600'000.- |
| Insuffisance de liquidités 2020 financée trésorerie | - 3'600'000.- |
| Situation au 31.12.2020 | + <u>5'000'000.-</u> |

2021

| | |
|---|----------------------|
| Situation au 01.01.2021 | + 5'000'000.- |
| Insuffisance de liquidités 2021 financée trésorerie | - - |
| Situation au 31.12.2021 | + <u>5'000'000.-</u> |

Endettement

Situation au 01.01.2019

| | |
|--------------------------------|-----------------------|
| Remboursement 2019 | + 5'000'000.- |
| Besoin de financement 2020 | - 9'400'000.- |
| Besoin de financement 2021 | - 29'600'000.- |
| Situation au 31.12.2021 | - <u>44'000'000.-</u> |

Réserves libres

Situation au 01.01.2019

| | |
|--|---------------------|
| Amort. par prélèv. s/fds de réserve 2019 | - 6'400'000.- |
| Amort. par prélèv. s/fds de réserve 2020 | - 3'600'000.- |
| Amort. par prélèv. s/fds de réserve 2021 | - - |
| Situation au 31.12.2021 | + <u>16'300'000</u> |

2.3.5 évolution de la marge brute d'autofinancement (cash flow) 2018 à 2021

| N°MCH | Désignation | 2018 | réalisé | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------|-------------|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 4 | + | Total des recettes impôts structurels (rev.+fort./bén+cap) | 44'017'000 | 44'200'000 | 44'300'000 | 44'600'000 |
| 4 | + | Total des recettes impôts conjoncturels (succession, mutation, gains imr | 7'495'000 | 7'200'000 | 7'300'000 | 7'300'000 |
| 4 | + | Total des autres produits de fonctionnement (40+41+42+43+44+46) | 13'574'000 | 13'000'000 | 13'100'000 | 13'200'000 |
| 4 | + | Total du bénéfice des SI en faveur de la Bourse | | 1'200'000 | 800'000 | 1'000'000 |
| 3 | - | Total des charges maîtrisables (30+31+36) | 24'151'000 | 25'200'000 | 25'900'000 | 26'300'000 |
| 3 | - | Total des intérêts passifs (32) | 45'000 | 54'000 | 76'000 | 150'000 |
| A | = | Solde de fonctionnement. (avant charges cant. + intercom.) | 40'890'000 | 40'346'000 | 39'524'000 | 39'650'000 |
| 4 | + | Total des produits cantonaux et intercommunaux (45)* | 7'281'000 | 7'100'000 | 7'200'000 | 7'250'000 |
| 3 | - | Total des charges cantonales + intercommunales (35)* | 44'857'000 | 49'500'000 | 50'200'000 | 50'500'000 |
| B | = | Coût net des charges et produits cantonaux+ intercommunaux | -37'576'000 | -42'400'000 | -43'000'000 | -43'250'000 |
| A-B | = | Cash Flow = marge brute d'autofinancement | 3'314'000 | -2'054'000 | -3'476'000 | -3'600'000 |
| 330 | + | Amortissements du patrimoine financier | 747'000 | 453'000 | 485'000 | 535'000 |
| 331 | + | Amortissements du patrimoine administratif | 848'000 | 1'177'000 | 1'380'000 | 1'680'000 |
| 381 | + | Attributions aux réserves (domaines autofinancés) | 1'503'000 | 320'000 | 200'000 | 200'000 |
| 481 | - | Prélèvement sur fds réserves (domaines autofinancés) | 47'000 | 100'000 | 100'000 | 100'000 |
| C | = | Marge nette d'autofinancement (bénéfice/perte) | 263'000 | -3'904'000 | -5'441'000 | -5'915'000 |
| | | taux d'imposition | 55.5% | 55.5% | 55.5% | 55.5% |

2.3.6 évolution des liquidités, de l'endettement et des réserves de 2018 à 2021

| | | | | | | |
|------------|----------|--|-------------|------------|-------------|-------------|
| D | = | Cash Flow = marge brute d'autofinancement | 3'314'000 | -2'054'000 | -3'476'000 | -3'600'000 |
| E | - | Investissements nets | -2'543'000 | -4'400'000 | -9'600'000 | -26'000'000 |
| D-E | = | + Exédent (-) insuffisance de liquidités | 771'000 | -6'454'000 | -13'076'000 | -29'600'000 |
| | | Evolution trésorerie 31.12 | 20'000'000 | 8'600'000 | 5'000'000 | 4'000'000 |
| | | Evolution endettement 31.12 | -10'000'000 | -5'000'000 | -14'400'000 | -44'000'000 |
| | | Evolution réserves libres 31.12 | 26'300'000 | 19'900'000 | 16'300'000 | 16'300'000 |

2.4 Encaissement des impôts communaux de 2010 à 2020

| | Comptes 2010 | Comptes 2011 | Comptes 2012 | Comptes 2013 | Comptes 2014 | Comptes 2015 |
|--|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques | 42'448'265.79. | 33'180'548.60 | 37'833'587.15 | 45'042'627.41 | 41'440'713.73 | 38'436'299.80 |
| Impôt sur le revenu | 30'974'364.96 | 26'019'074.80 | 30'889'119.37 | 36'653'626.39 | 32'351'307.41 | 30'405'496.86 |
| Impôt sur la fortune | 5'412'800.25 | 4'292'046.11 | 4'745'255.07 | 5'825'331.98 | 6'404'771.30 | 6'161'644.89 |
| Impôt à la source | 3'642'789.38 | 1'269'668.64 | 935'628.88 | 764'556.69 | 1'228'315.45 | 579'848.80 |
| Impôt spécial des étrangers | 2'418'311.20 | 1'599'759.05 | 1'263'583.83 | 1'799'112.35 | 1'456'319.57 | 1'289'309.25 |
| Impôt sur le bénéfice et capital des personnes morales | 2'030'517.50 | 1'431'105.80 | 1'536'790.70 | 1'158'707.20 | 2'059'856.70 | 1'036'749.10 |
| Impôt sur le bénéfice | 1'807'159.95 | 1'260'969.10 | 1'362'452.35 | 1'001'124.70 | 1'876'959.10 | 856'939.55 |
| Impôt sur le capital | 135'050.55 | 87'881.20 | 63'382.35 | 48'567.00 | 57'418.60 | 52'967.55 |
| Impôt complémentaire sur les immeubles | 88'307.00 | 82'255.50 | 110'956.00 | 109'015.50 | 125'479.00 | 126'842.00 |
| Autres impôts divers | 12'949'012.56 | 6'284'770.74 | 8'464'289.61 | 6'971'870.67 | 5'959'893.49 | 8'390'576.64 |
| Impôt foncier | 1'490'996.10 | 1'582'537.30 | 1'656'303.65 | 1'710'405.65 | 1'786'350.20 | 1'819'024.25 |
| Droits de mutation | 1'953'658.10 | 1'715'209.40 | 1'419'221.25 | 1'956'669.40 | 1'576'253.85 | 1'204'786.65 |
| Successions et donations | 9'157'229.80 | 2'553'500.40 | 4'841'102.90 | 2'833'509.50 | 2'122'787.90 | 4'657'943.50 |
| Impôt sur les chiens | 41'100.00 | 42'800.00 | 40'450.00 | 42'100.00 | 40'300.00 | 42'100.00 |
| Récupération après défalcatons | 52'926.48 | 109'566.81 | 56'548.00 | 493.30 | 711.60 | 1'039.70 |
| Patentes - tabacs, boissons | 11'064.10 | 11'873.75 | 10'887.40 | 7'291.15 | 5'810.65 | 6'175.65 |
| Intérêts moratoires | 242'037.98 | 269'283.08 | 439'776.41 | 366'169.54 | 167'87.20 | 266'358.36 |
| Amendes - soustraction LMSD | | | | | 12'425.00 | 11'481.25 |
| | | | | | 398'467.09 | 371'616.43 |
| | | | | | | 10'050.85 |
| Total chapitre 210 | 57'427'795.85 | 40'896'425.14 | 47'834'667.46 | 53'173'205.28 | 49'460'463.92 | 47'863'625.54 |
| Impôt sur les gains immobiliers | 1'685'418.35 | 1'534'055.05 | 1'817'972.85 | 1'824'820.40 | 1'838'821.50 | 1'661'257.10 |
| Total général | 59'113'214.20 | 42'430'480.19 | 49'652'640.31 | 54'998'025.68 | 51'299'285.42 | 49'524'882.64 |
| Défalcations, remises, rétrocessions | -423'158.89 | -583'942.42 | -629'939.86 | -566'158.91 | -566'158.91 | -738'063.27 |
| Total net | 58'690'055.31 | 41'846'537.77 | 49'022'700.45 | 54'431'866.77 | 50'733'126.51 | 48'786'819.37 |
| Taux d'imposition | 63% | 54% | 56% | 56% | 56% | 56% |
| Valeur d'un point d'impôt | 704'610 | 639'433 | 701'061 | 823'077 | 774'555 | 702'610 |

| | Comptes 2016 | Comptes 2017 | Comptes 2018 | Projection 2019 | Budget 2020 |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques | | | | | |
| | 39'539'036.14 | 41'748'785.92 | 41'054'339.28 | 42'510'000.00 | 43'335'000.00 |
| Impôt sur le revenu | 30'873'705.07 | 31'943'304.05 | 31'454'630.02 | 32'525'000.00 | 33'200'000.00 |
| Impôt sur la fortune | 6'556'985.40 | 7'538'947.81 | 7'190'240.31 | 7'450'000.00 | 7'600'000.00 |
| Impôt à la source | 736'790.45 | 848'281.45 | 1'044'345.03 | 950'000.00 | 950'000.00 |
| Impôt spécial des étrangers | 1'371'555.22 | 1'418'252.61 | 1'365'123.92 | 1'585'000.00 | 1'585'000.00 |
| Impôt sur le bénéfice et capital des personnes morales | | | | | |
| | 839'326.35 | 2'054'805.00 | 2'963'073.55 | 1'690'000.00 | 1'440'000.00 |
| Impôt sur le bénéfice | 646'461.40 | 1'869'154.70 | 2'785'293.45 | 1'500'000.00 | 1'200'000.00 |
| Impôt sur le capital | 59'084.45 | 62'259.80 | 50'062.60 | 60'000.00 | 1'10'000.00 |
| Impôt complémentaire sur les immeubles | 133'780.50 | 123'390.50 | 127'717.50 | 130'000.00 | 130'000.00 |
| Autres impôts divers | | | | | |
| | 7'114'278.61 | 7'265'771.92 | 8'008'508.82 | 8'062'000.00 | 8'042'000.00 |
| Impôt foncier | 1'914'574.70 | 1'969'866.90 | 2'027'612.85 | 2'070'000.00 | 2'150'000.00 |
| Droits de mutations | 2'027'760.20 | 1'555'512.00 | 3'011'601.35 | 1'800'000.00 | 1'800'000.00 |
| Successions et donations | 2'572'560.20 | 3'253'830.60 | 2'431'335.05 | 3'600'000.00 | 3'500'000.00 |
| Impôt sur les chiens | 42'550.00 | 44'950.00 | 47'100.00 | 40'000.00 | 40'000.00 |
| Récupération après défalcons | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Taxes sur les divertissements | 4'247.95 | 5'806.50 | 5'470.65 | 0.00 | 0.00 |
| Impôts sur les tombolas et les lotos | 146'531.27 | 70'047.92 | 146'178.21 | 150'000.00 | 150'000.00 |
| Patentes - tabacs, boissons | 46'855.00 | 46'691.20 | 45'860.25 | 52'000.00 | 52'000.00 |
| Intérêts moratoires | 358'571.09 | 319'066.80 | 293'350.46 | 350'000.00 | 350'000.00 |
| Amendes - soustraction LMSD | 628.20 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total chapitre 210 | | | | | |
| | 47'492'641.10 | 51'069'362.84 | 52'025'921.65 | 52'262'000.00 | 52'817'000.00 |
| Impôt sur les gains immobiliers | 1'958'080.90 | 1'464'890.30 | 2'053'751.50 | 1'800'000.00 | 1'900'000.00 |
| Total général | | | | | |
| | 49'450'722.00 | 52'534'253.14 | 54'079'673.15 | 54'062'000.00 | 54'717'000.00 |
| Défalcations, remises, rétrocessions, intérêt | -387'784.12 | -380'235.54 | -670'152.54 | -380'000.00 | -410'000.00 |
| Total net | | | | | |
| | 49'062'937.88 | 52'154'017.60 | 53'409'520.61 | 53'682'000.00 | 54'307'000.00 |
| Taux d'imposition | | | | | |
| | 55.50% | 55.50% | 55.50% | 55.50% | 55.50% |
| Valeur d'un point d'impôt | | | | | |
| | 725'127 | 787'030 | 790'805 | 794'054 | 804'414 |

2.5 Comparaison entre les communes vaudoises

Comparaison des taux d'imposition 2019 entre les communes vaudoises

| | |
|--------------------------|--|
| communes vaudoises | taux d'imposition sur le revenu et la fortune des personnes physiques et sur le bénéfice et le capital des personnes morales |
| taux le plus bas | 46 pts |
| taux le plus élevé | 84 pts |
| Moyenne cantonale | 70.3 pts |
| Lutry | 55.5 pts |
| position de Lutry | 12ème rang des communes ayant le taux d'imposition le plus bas (15ème rang en 2018) |

Le tableau comparatif des arrêtés d'imposition de l'ensemble des 309 communes vaudoises pour 2019 résumé ci-dessus permet de faire ressortir un certain nombre d'éléments importants, notamment :

- La fourchette d'impôt se situe entre 46 pts et 84 pts représentant encore un écart de 38 pts malgré le système péréquatif mis en place dès 2001 dans l'objectif de réduire cet écart. Pour rappel la charge péréquative maximale pour les communes (plafonnement de l'effort) sera **plafonnée à 48 pts** d'impôt dès 2020, c'est-à-dire que les communes ne peuvent pas payer plus que l'équivalent de 48 pts d'impôt en charge péréquatives, ce qui est déjà conséquent. Pour Lutry, en 2020 cette charge devrait avoisiner les 40 points d'impôts.
- Le taux d'impôt moyen communal se situe à 70.3 pts contre **55.5 pts** pour Lutry, soit 14.8 pts de moins que la moyenne cantonale. Il demeure toujours l'un des plus bas du canton (12ème rang) et nettement le plus bas des communes de plus de 10'000 habitants.
- Le point d'impôt communal moyen par habitant pour l'ensemble des communes représente un montant de Fr. 45.20 contre Fr. 81.- pour Lutry en 2018.

- La durée du dernier arrêté d'imposition en vigueur a été fixée pour :
 - 1 année dans 223 communes, dont Lutry
 - 2 ans dans 49 communes
 - 3 ans dans 16 communes
 - 4 ans dans 8 communes
 - 5 ans dans 13 communes

Liste des communes ayant un taux plus bas que celui de Lutry

Il est mentionné ci-dessous la liste des communes qui ont un taux d'imposition 2019 plus bas que celui de Lutry classé par ordre croissant à savoir :

| <u>Nom</u> | <u>Taux imposition 2019</u> | <u>Population</u> |
|---------------|-----------------------------|-------------------|
| Eclépens | 46 pts | 1'091 hab |
| Dully | 49 pts | 640 hab |
| Coinsins | 51 pts | 484 hab |
| Mies | 53 pts | 2'037 hab |
| Buchillon | 53 pts | 638 hab |
| Coppet | 53 pts | 3'123 hab |
| Bonnillars | 55 pts | 495 hab |
| Lonay | 55 pts | 2'492 hab |
| St-Prex | 55 pts | 5'695 hab |
| Genolier | 55 pts | 1'945 hab |
| Saint-Sulpice | 55 pts | 4'524 hab |

A part deux communes dont la population est supérieure à 4'000 habitants, les autres communes dont le taux est inférieur à celui de Lutry, sont des communes à faible population qui n'ont pas les mêmes charges structurelles qu'une commune comme la nôtre et qui bénéficient très certainement de quelques contribuables aisés payant une grande partie des impôts communaux. Certaines communes bénéficient également d'impôts sur le bénéfice d'entreprises florissantes.

Les incidences financières liées notamment à l'introduction de la RIE III cantonale a obligé 3 communes dont le taux d'imposition 2018 était plus bas que celui de Lutry à augmenter leur taux d'imposition en 2019. Par conséquent Lutry qui se situait en 2018 à la 15^{ème} place des communes dont le taux d'imposition est le plus bas, est passé au 12^{ème} rang en 2019.

2.6 Transfert de l'ensemble des charges de l'aide et des soins à domicile (AVASAD) des communes au Canton dès 2020

Rappel des faits

Dans le cadre des négociations entre le Canton et l'Union des communes vaudoises (représentant 278 communes) concernant la mise en œuvre de la RIE III Vaudoise, il a été convenu par convention que dès 2020, l'Etat reprendrait l'entier des charges de l'aide et des soins à domicile (AVASAD), auparavant financées à raison de 2/3 par le Canton et 1/3 par les communes.

Cette reprise des charges représente un montant global de l'ordre de 74 millions, soit l'équivalent de 2.5 pts d'impôt cantonal. Compte tenu de sa bonne situation financière, le Canton a décidé de ne reporter que 1.5 pts d'impôt sur le contribuable vaudois. Le coefficient cantonal passera donc de 154.5 actuellement à 156 pts pour 2020.

En contrepartie, les communes sont incitées à diminuer les taux d'imposition de 1.5 pts pour ne pas pénaliser le contribuable qui verra sa charge fiscale cantonale augmenter. Toutefois les communes demeurent libres de fixer leur taux d'imposition comme elles le souhaitent.

Position de la Municipalité

La Municipalité estime que l'Etat de Vaud a les moyens financiers d'absorber complètement les coûts de l'AVASAD, sans les répercuter sur le contribuable vaudois, ceci d'autant plus l'Etat ne prend à sa charge que la moitié de la facture sociale, alors qu'il encaisse plus des 2/3 des recettes fiscales. (taux impôt cantonal 154.5/taux moyen communal 70.3 pts)

Par ailleurs une baisse du taux d'imposition communal de 1.5 pts aurait comme conséquence une diminution des recettes de 1.2 million, alors que la reprise des coûts de l'AVASAD par le Canton, représente seulement une économie de 1 million pour Lutry, soit au final une diminution de la capacité financière de la commune d'environ Fr. 200'000.-.

C'est pourquoi, compte tenu des projections déficitaires et pour marquer sa désapprobation par rapport à la répartition inéquitable des charges entre le canton et les communes, la Municipalité n'a pas souhaité répercuter cette baisse de 1.5 pts d'impôts à partir de 2020. Ceci d'autant plus qu'elle aura très peu d'incidence pour le contribuable lutrien. (voir tableau ci-après)

Incidence d'une variation du taux d'imposition communal en cas de statu quo

Si la Commune de Lutry appliquait cette baisse de 1.5 pts en contrepartie de cette reprise de charge, les conséquences sur les charges/revenus communaux seraient les suivantes

Conséquences pour la Commune de Lutry

En cas de baisse de 1.5 pts du coefficient d'impôts + effet de la reprise des charges de l'ASMADO par le Canton

| | Au taux de 54* (- 1.5 pts) |
|--|---------------------------------------|
| - Variation des recettes fiscales | - 1'200'000.- |
| - Variation des charges de l'ASMADO | - 1'000'000.- |
| - Variation de la capacité financière par année | - 200'000.- |

Conséquences pour le contribuable lutrien

En cas d'une répercussion de la baisse de 1.5 pts d'impôt sur le coefficient d'impôt communal, le contribuable lutrien n'aurait aucune charge fiscale supplémentaire.

Cependant, si la commune maintient son taux d'imposition actuel, représentant pour le contribuable une hausse d'impôt cantonal et communal de **1.5 pts**, ce dernier verra sa charge fiscale augmenter de manière différente selon sa tranche d'impôt à savoir :

| Situation du contribuable | Revenu impossible | Revenu impossible | Revenu impossible | Revenu impossible |
|---------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
| | 70'000.- | 120'000.- | 250'000.- | 250'000.- |
| | Variation annuelle | | Variation annuelle | |
| | en Fr. | en % | en Fr. | en % |
| Célibataire | + 81.- | | + 170.- | + 0.7% |
| Marié sans enfant | + 66.- | + 0.7% | + 137.- | + 0.7% |
| Marié 1 enfant | + 61.- | | + 126.- | + 0.7% |
| Marié 2 enfants | + 57.- | | + 118.- | + 0.7% |

3. RENOUELEMENT DE L'ARRETE D'IMPOSITION

3.1 Préambule

L'arrêté d'imposition 2019 a été adopté par le Conseil communal le 29 octobre 2018 pour une durée d'une année, soit du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 au taux d'impôt de 55.5 pts.

Dans l'objectif de proposer une certaine stabilité fiscale pour le contribuable et compte tenu des arguments développés précédemment, la Municipalité estime légitime de fixer l'arrêté d'imposition pour une durée de deux.

En effet, en septembre 2021, lors de la rédaction du prochain préavis relatif à l'arrêté d'imposition 2022, la Municipalité sera très certainement plus au fait des incidences financières réelles de l'introduction de la RIE III, des incidences de la révision du système péroratif actuel prévu pour 2022 et de la planification des investissements importants à réaliser ces 3 à 4 prochaines années.

3.2 Bases légales

En application de l'article 33/1 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICOM), les arrêtés d'imposition doivent être soumis à l'approbation du département en charge des relations avec les communes avant le 30 octobre de chaque année, soit avant le 30 octobre 2019 en ce qui concerne l'année 2020.

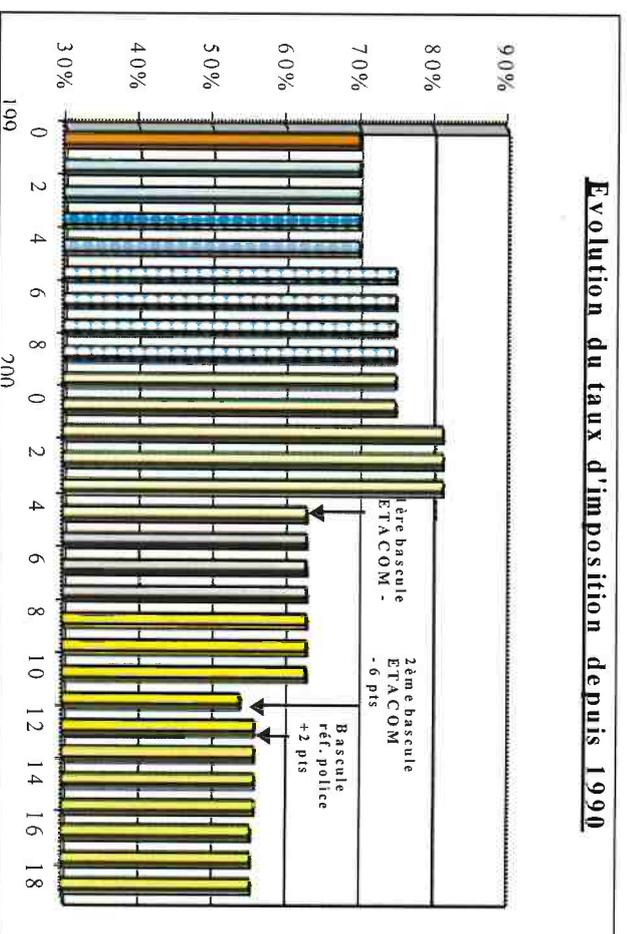
3.3 Durée et taux

Compte tenu des éléments développés précédemment, la Municipalité propose de fixer un arrêté d'imposition pour **deux**, soit du **1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 et de maintenir le taux d'imposition actuel à 55.5 pts.**

3.4 Renouvellement des conditions de l'arrêté d'imposition

Le taux d'imposition en pourcent de l'impôt cantonal de base est prélevé sur :

- le revenu et la fortune des personnes physiques;
- le bénéfice net et le capital des sociétés;
- les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise;
- l'impôt spécial dû par les étrangers.



Rappel de l'évolution du taux d'imposition communal depuis 1990

1995 : augmentation de + 5 points d'impôts passant de 70 à 75 pts

2001 : augmentation de + 6.5 points d'impôts passant de 70 à 81.5 pts afin de couvrir les charges supplémentaires liées à ETACOM et à l'introduction de la péréquation intercommunale

2004 : 1^{ère} bascule de -18.5 points entre l'Etat et les communes réduisant le taux d'impôt communal de 81.5 à 63 pts. Cette bascule concerne la reprise par le Canton de l'ensemble des charges scolaires obligatoires auparavant payées en partie par les communes

2011 : 2^{ème} bascule de -6 points entre l'Etat et les communes cumulée à une baisse fiscale de - 3 points, réduisant le taux d'impôt communal de 63 pts à 54 pts. Cette bascule concerne le transfert d'une partie de la facture sociale des communes au Canton.

2012 : bascule de + 2 points d'impôts entre l'Etat et les communes augmentant le taux d'imposition communal de 54 à 56 pts. Cette bascule concerne la reprise par les communes d'une partie des charges sécuritaires dans le cadre de la réforme policière vaudoise.

2016 : diminution de - 0.5 point d'impôts passant de 56 à 55.5 pts dans l'objectif de compenser en partie l'introduction de la taxe au sac.

3.5 Taux de perception des autres impôts

La Municipalité propose au Conseil communal de reconduire le taux de perception actuel des autres impôts pour les années 2020 et 2021 sans modification à savoir :

1. **Impôt foncier** : * **70 cts** par mille francs estimation fiscale
*maximum légal 150 cts
2. **Droits de mutation** : * **50 cts** par franc perçu par l'Etat
*maximum légal 50 cts
3. **Succession et donations** : par franc perçu par l'Etat
 - en ligne directe (ascendante/descendante) * **Néant**
 - en ligne collatérale * **100 cts**
 - entre non-parents * **100 cts***maximum légal 100 cts
4. **Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations**: * **50 cts** par franc perçu par l'Etat
*maximum légal 100 cts
5. **Impôt sur les divertissements**
 - sur le prix des entrées et des places **Néant**
6. **Tombolas, lotos** : néant (supprimé dès le 1^{er} janvier 2019 suite à l'abandon de la législation cantonale)
7. **Impôt sur les chiens** : **Fr. 100.-** par chien

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le 30 octobre 2019

District de LAVAUX-ORON
Commune de LUTRY

ARRETE D'IMPOSITION pour les années 2020 et 2021

Le Conseil communal de Lutry

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les Impôts communaux (ci-après : L(Com)) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant deux ans, dès le 1er janvier 2020, les Impôts suivants :

- 1 **Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers.**
En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55.5 % (1)**
- 2 **Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales.**
En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55.5 % (1)**
- 3 **Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise.**
En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55.5 % (1)**
- 4 **Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées.**

néant
Pour-cent ajoutant à l'impôt sur le revenu, le bénéfice et l'impôt minimum

- 5 **Impôt foncier proportionnel sans déduction des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles.**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs **0.70 Fr.**
Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art.20 L(Com)) : par mille francs **0.50 Fr.**

Sont exonérés :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;
- c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

- 6 **Impôt personnel fixe.**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier :

Néant

Sont exonérés :

- a) les personnes indigentes;
- b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
- c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

- 7 **Droits de mutation, successions et donations**

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'Etat **50 cts**
b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

| | | |
|--------------------------------|----------------------------|----------------|
| en ligne directe ascendante : | par franc perçu par l'Etat | Néant |
| en ligne directe descendante : | par franc perçu par l'Etat | Néant |
| en ligne collatérale : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |
| entre non parents : | par franc perçu par l'Etat | 100 cts |

- 8 **Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux Sociétés et fondations (2).**

par franc perçu par l'Etat **50 cts**

- 9 **Impôt sur les loyers.**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble.)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **Néant**

Les loyers non commerciaux bénéficient des déductions pour charges de famille suivantes :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

CONCLUSIONS

Fondés sur ce qui précède, nous avons l'honneur de vous demander, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, qu'il vous plaise de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil communal de Lutry,

- vu le préavis de la Municipalité
- oui le rapport de la Commission des finances

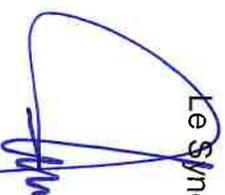
décide :

d'adopter l'arrêté d'imposition pour les années 2020 et 2021 tel que présenté par la Municipalité et reproduit dans le présent préavis.

Adopté en séance de Municipalité du 23 septembre 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE DE LUTRY

Le Syndic :



J.-A. CONNE



Le Secrétaire :



D. GALLEY

Conseiller municipal délégué : M. Jacques-André CONNE